

## Communiqué de presse : La France

17-12-2009

Strasbourg, le 15 Décembre 2009

La société française a besoin plus que jamais de promouvoir le respect et la compréhension mutuelle alors que la crise touche les plus démunis et pose des interrogations sur l'avenir de chacun de nos concitoyens. L'une des forces de notre pays a de tout temps résidé dans les valeurs défendues par notre République.

C'est elle qui est garante de l'égalité à travers le principe de laïcité et qui fait notre fierté par son histoire et son engagement humaniste à travers les siècles.

Aujourd'hui, nous traversons une période ouverte à la diffusion de la haine et de la xénophobie. Les débats au niveau européen sur la place de la diversité culturelle, des autres confessions et principalement des musulmans qui sont de plus en plus stigmatisés posent la question de notre cohésion sociale. L'Europe de la paix a été construite par le couple franco-allemand, ces deux pays sont désormais touchés par des discours contraires à nos idéaux les plus sacrés. Nous constatons une fois de plus que les périodes électorales deviennent propices à des commentaires ou des discours flirtant avec l'inacceptable au regard de nos droits et libertés fondamentaux.

La France n'y échappe pas et nous regrettons le manque de contrôle de nos élus ou de nos représentants dans leurs affirmations publiques. Le manque de représentation de notre diversité culturelle sur le plan politique fait partie de nos manquements démocratiques et de ce fait ne doit en aucun cas permettre une attitude agressive en leur direction. Le peu de visibilité médiatique de cette composante sociale ne veut pas dire que celle-ci n'existe pas et qu'elle ne ressent rien face aux attaques blessantes qui la touchent au plus profond de son âme à travers certains messages politiques.

L'éthique du responsable politique républicain ne devrait pas permettre de telles bavures de la part de nos élus et des représentants de notre gouvernement. Les discussions sur l'identité nationale ne sont pas faites pour exclure une partie de notre population. Les amalgames mélangeant les problèmes de l'emploi, de la ghettoïsation, de la jeunesse, de la place de la religion dans notre espace commun, qui cible la communauté musulmane en la désignant comme responsable d'une partie des erreurs politiques des 30 dernières années n'ont pas leur place en France.

Toutes ces rhétoriques fortement similaires à l'imagerie anti-sémitique utilisée pendant les années 1930 et 1940 n'augurent pas à des jours meilleurs et posent la question de notre sécurité et de notre paix sociale. Les communautés musulmanes font partie intégrante de l'histoire continentale depuis longtemps et représentent un pan important de la société européenne moderne tout en contribuant à son identité culturelle, sociale, économique et politique de bien-être. Cette société est aujourd'hui gangrenée par les discours de haines, la montée ouverte de la haine anti-musulmane et son affirmation politique qui remettent tout simplement en cause les acquis du désastre de la seconde guerre mondiale. Cela est d'autant plus vrai que l'histoire coloniale française a tissé des liens indéfectibles et profonds avec les autres cultures et l'Islâm en particulier depuis des siècles.

Nous appelons chacun des acteurs politiques à remettre en cause les messages diffusés vers l'opinion publique et à éviter les situations de dérapages qui sont facilitées par des auditoires fragilisés et ouverts aux extrémismes. Notre engagement pour le vivre ensemble dans les respects des règles les plus élémentaires de notre République est l'assurance de notre volonté à débattre et lutter contre les inégalités et l'exclusion qui s'installe pour toute une partie de nos concitoyens.

Contact : CAKMAK Tuncay +336.26.49.13.64